

Immigration, développement, CO₂, PPE

L'actualité nous interpelle au bon moment, alors que se termine ce débat sur notre politique de l'énergie. Pour aider à diminuer la pression migratoire, ne gaspillons pas huit milliards d'euros par an en réduisant la part du nucléaire ; finançons dans les pays du Sahel du photovoltaïque et des batteries qui seront fabriqués en France. Nous pourrions alors être fiers de notre politique de l'énergie.

Nous pourrions sans doute accueillir plus de migrants qu'aujourd'hui mais il est sûr que nous devons empêcher d'entrer chez nous la plupart de ceux qui voudraient venir ; s'ils insistent, nous serons obligés d'être désagréables et parfois méchants. Nous pouvons nous voiler la face. Mais la seule façon de pouvoir nous regarder dans la glace est d'aider au développement économique et social des pays d'émigration. Or ils ont besoin d'électricité ! Et la plupart d'entre eux ont du soleil ou du vent et pas de nucléaire ni de réseau électrique.

Ici, en France métropolitaine, même après la très forte baisse de coût des éoliennes et du photovoltaïque que prévoit RTE, réduire à 50 % la part de nucléaire obligerait à dépenser chaque année 7 à 10 milliards d'euros par an de plus que si nous n'arrêtons aucun réacteur nucléaire en état de fonctionner. Et cela sans diminuer les émissions de CO₂ ! Je l'ai démontré au cours de ce débat sur la PPE et j'ai mis à la disposition de tout le monde le moyen de le contrôler.

Si l'on conserve notre potentiel nucléaire et si l'on utilisait une somme de 8 milliards d'euros par an à installer du photovoltaïque par exemple dans les pays du Sahel, cela produirait une quantité d'électricité égale à la moitié de la consommation française et éviterait l'équivalent de la moitié des émissions de CO₂ dues à notre consommation d'énergie !

Si l'on est attaché à réduire les émissions de CO₂, soucieux du développement des pays pauvres, préoccupé ou même effrayé par la pression de l'immigration et meurtri d'être dans l'obligation de refouler ceux qui nous font confiance et veulent venir chez nous, il est impossible de considérer notre politique de l'énergie avec des œillères !

Pourtant on me dit : « tu ne convaincras pas les Français d'investir 8 milliards par an en Afrique ». Bon ! Sur les 8 milliards par an économisés en n'arrêtant aucun réacteur nucléaire en état de fonctionner, employons 5 milliards pour les hôpitaux ou pour la justice par exemple et consacrons 3 milliards par an à installer du photovoltaïque dans des pays en développement ensoleillés. De plus, pour achever de convaincre nos concitoyens, rappelons qu'il sera possible de demander que cette aide finance l'achat d'équipements produits en France : cela ouvrirait un marché à notre industrie pour livrer des ensembles de photovoltaïque et de batteries, ce qui serait *réellement* créateur d'emplois¹.

Le CO₂ ne connaît pas de frontières. Nous serons utiles au monde entier en ne gaspillant pas 8 milliards d'euros par an mais en tirant au mieux parti du nucléaire, puisque nous le maîtrisons, et en installant du photovoltaïque là où il y a de gros besoins d'électricité, beaucoup de soleil et pas de nucléaire. En cela nous pourrions être fiers de notre politique de l'énergie.

¹ alors que les prétendues créations d'emplois dues aux énergies renouvelables sont une plaisanterie : si l'électricité coûte plus cher avec 50% nucléaire qu'avec 75 %, il faudra plus d'emplois pour la produire mais les consommateurs auront moins d'argent pour faire des achats qui, eux, sont créateurs d'emplois.